

Vu l'arrêté royal du 7 juillet 1992 rendant applicable aux membres d'un contingent belge participant à des opérations décidées par le Conseil de Sécurité des Nations-Unies le bénéfice des taux de pensions de réparation prévus pour les invalides de guerre, notamment l'article 4;

Vu l'avis de la Commission consultative du personnel militaire des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié en dernier lieu par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence motivée par l'envoi récent d'un détachement belge au Sahara occidental,

Arrêtent :

Article 1er. Les militaires belges qui, suite à la résolution 690 du Conseil de Sécurité des Nations-Unies du 29 avril 1992, participent à l'opération MINURSO sur le territoire du Sahara occidental, tombent sous l'application de l'arrêté royal du 7 juillet 1992 rendant applicable aux membres d'un contingent belge participant à des opérations décidées par le Conseil de Sécurité des Nations-Unies le bénéfice des taux de pensions de réparation prévus pour les invalides de guerre.

Art. 2. Pour l'application de l'article 4 de l'arrêté royal précité la date du début des opérations est fixée au 5 juin 1993.

Bruxelles, le 12 octobre 1993.

Le Ministre des Pensions,

F. WILLOCKX

Le Ministre de la Défense nationale,

L. DELCROIX

Gelet op het koninklijk besluit van 7 juli 1992 waarbij het voordeel van de bedragen van de vergoedingspensioenen voorzien voor de oorlogsinvaliden toepasselijk wordt gesteld op de leden van een Belgisch contingent dat deelneemt aan operaties die beslist werden door de Veiligheidsraad der Verenigde Naties, inzonderheid het artikel 4;

Gelet op het advies van de Commissie van advies voor het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, laatst gewijzigd door de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringendheid die gestaafd wordt door het recente vertrek van een Belgisch detachement naar de Westelijke Sahara,

Besluiten :

Artikel 1. De Belgische militairen die, als gevolg van de resolutie 690 van de Veiligheidsraad der Verenigde Naties van 29 april 1992, deelnemen aan de operatie MINURSO op het grondgebied van de Westelijke Sahara, vallen onder de toepassing van het koninklijk besluit van 7 juli 1992 waarbij het voordeel van de bedragen van de vergoedingspensioenen voorzien voor de oorlogsinvaliden toepasselijk wordt gesteld op de leden van een Belgisch contingent dat deelneemt aan operaties die beslist werden door de Veiligheidsraad der Verenigde Naties.

Art. 2. Voor de toepassing van artikel 4 van het vermelde koninklijk besluit wordt de aanvangsdatum van de operaties vastgelegd op 5 juni 1993.

Brussel, 12 oktober 1993.

De Minister van Pensioenen,

F. WILLOCKX

De Minister van Landsverdediging,

L. DELCROIX

**MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL
ET MINISTÈRE DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE**

F. 93 — 2569

[C — 12782]

3 NOVEMBRE 1993. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 27 août 1993 portant exécution de la loi du 23 juillet 1993 portant des mesures de promotion de l'emploi des jeunes dans le cadre du plan d'embauche des jeunes (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 23 juillet 1993 portant des mesures de promotion de l'emploi des jeunes dans le cadre du plan d'embauche des jeunes, notamment les articles 2, § 1er et § 2, 4, § 1er et § 2, et 6, § 2;

Vu l'arrêté royal du 27 août 1993 portant exécution de la loi du 23 juillet 1993 portant des mesures de promotion de l'emploi des jeunes dans le cadre du plan d'embauche des jeunes;

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu l'urgence;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 23 juillet 1993 portant des mesures de promotion de l'emploi des jeunes dans le cadre du plan d'embauche des jeunes, *Moniteur belge* du 6 août 1993.

Arrêté royal du 27 août 1993 portant exécution de la loi du 23 juillet 1993 portant des mesures de promotion de l'emploi des jeunes dans le cadre du plan d'embauche des jeunes, *Moniteur belge* du 8 septembre 1993.

**MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID
EN MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG**

N. 93 — 2569

[C — 12782]

3 NOVEMBER 1993. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 augustus 1993 tot uitvoering van de wet van 23 juli 1993 houdende maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling van jongeren in het raam van het jongerenbanenplan (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 23 juli 1993 houdende maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling van jongeren in het raam van het jongerenbanenplan, inzonderheid de artikelen 2, § 1 en § 2, 4, § 1 en § 2, et 6, § 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 augustus 1993 tot uitvoering van de wet van 23 juli 1993 houdende maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling van jongeren in het raam van het jongerenbanenplan;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale voorzorg, inzonderheid artikel 15;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 23 juli 1993 houdende maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling van jongeren in het raam van het jongerenbanenplan, *Belgisch Staatsblad* van 6 augustus 1993.

Koninklijk besluit van 27 augustus 1993 tot uitvoering van de wet van 23 juli 1993 houdende maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling van jongeren in het raam van het jongerenbanenplan, *Belgisch Staatsblad* van 8 september 1993.

Considérant qu'il est nécessaire d'informer rapidement tant les jeunes que les employeurs de la simplification de la procédure nécessaire à l'obtention des avantages prévus par les dispositions légales et réglementaires régissant le plan d'embauche des jeunes;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. A l'article 1er de l'arrêté royal du 27 août 1993 portant exécution de la loi du 23 juillet 1993 portant des mesures de promotion de l'emploi des jeunes dans le cadre du plan d'embauche des jeunes, sont apportées les modifications suivantes :

a) au 1^o, les mots « et qui pendant les 6 mois qui précèdent l'engagement a été » sont remplacés par les mots « pour autant que pendant les 6 mois qui précèdent l'engagement ou la délivrance de la carte d'embauche des jeunes visée à l'article 3 bis, il ait été »;

b) au 2^o, — les mots « au cours des 6 mois précédant l'engagement » sont remplacés par les mots « au cours des 6 mois précédant l'engagement ou la délivrance de la carte d'embauche des jeunes visée à l'article 3 bis »;

— le premier tiret est complété comme suit :

« les périodes pendant lesquelles le jeune a reçu, en application de l'arrêté précité du 25 novembre 1991, une allocation de garantie de revenus ou des allocations pour les heures d'inactivité habituelle, sont assimilées à une période non indemnisée ».

Art. 2. A l'article 3 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

a) au 1^o, les mots « et qui, pendant les 9 mois qui précèdent l'engagement » sont remplacés par les mots « et pour autant que pendant les 9 mois qui précèdent l'engagement ou la délivrance de la carte d'embauche des jeunes visée à l'article 3 bis, il ait été »;

b) au 2^o, — les mots « au cours des 9 mois précédant l'engagement » sont remplacés par les mots « au cours des 9 mois précédant l'engagement ou la délivrance de la carte d'embauche des jeunes visée à l'article 3 bis »;

— le premier tiret est complété comme suit :

« les périodes pendant lesquelles le jeune a reçu, en application de l'arrêté précité du 25 novembre 1991, une allocation de garantie de revenus ou des allocations pour les heures d'inactivité habituelle, sont assimilées à une période non indemnisée ».

Art. 3. Un article 3 bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 3 bis. Le jeune qui remplit les conditions pour être engagé dans le cadre de la loi du 23 juillet 1993 précitée peut, à sa demande, obtenir auprès du bureau de chômage compétent de l'Office national de l'Emploi, une carte d'embauche des jeunes l'attestant. Cette carte d'embauche des jeunes reste valable pendant 3 mois à compter de la date de la délivrance, pour autant que le jeune n'ait pas atteint entre temps l'âge de 26 ans.

La validité de la carte d'embauche des jeunes peut être prolongée pour des périodes de trois mois, pour autant que le jeune prouve qu'il remplit toujours les conditions requises ».

Art. 4. A l'article 5, § 1er, du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

— à l'alinéa 1er, les mots « le quatorzième jour » sont remplacés par les mots « le trentième jour »;

— l'alinéa 1er est complété comme suit :

« Cette obligation n'est pas d'application si le jeune est déjà en possession de la carte d'embauche des jeunes visée à l'article 3 bis »;

— à l'alinéa 4, les mots « l'attestation » sont remplacés par les mots « l'attestation ou la carte d'embauche des jeunes » et les mots « le trentième jour » par les mots « le soixantième jour ».

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er novembre 1993, à l'exception des articles 1er, b) deuxième tiret, 2, b), deuxième tiret et 4, premier et troisième tiret, qui produisent leurs effets le 1er août 1993.

Overwegende dat het noodzakelijk is zowel de jongeren als de werkgevers snel te informeren over de vereenvoudiging van de procedure die nodig is voor het bekomen van de voordelen voorzien door de wettelijke en reglementaire bepalingen die het jongerenbanenplan regelen;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 27 augustus 1993 tot uitvoering van de wet van 23 juli 1993 houdende maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling van jongeren in het raam van het jongerenbanenplan worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in 1^o, worden de woorden « en die gedurende de 6 maanden die aan de indienstneming voorafgaan » vervangen door de woorden « voorzover hij gedurende de 6 maanden die aan de indienstneming of aan de aflevering van de jongerenbanenkaart bedoeld in artikel 3 bis voorafgaan »;

b) in 2^o, — worden de woorden « gedurende de 6 maanden die aan de indienstneming voorafgaan » vervangen door de woorden « gedurende de 6 maanden die aan de indienstneming of aan de aflevering van de jongerenbanenkaart bedoeld in artikel 3 bis voorafgaan »;

— wordt het eerste streepje aangevuld als volgt :

« de periodes tijdens dewelke de jongere in toepassing van het voormeld besluit van 25 november 1991 een inkomensgarantieuitkering of uitkeringen voor de uren van gewoontelijke inactiviteit ontving, worden met een niet vergoede periode gelijkgesteld ».

Art. 2. In artikel 3 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in 1^o, worden de woorden « en die gedurende de 9 maanden die aan de indienstneming voorafgaan » vervangen door de woorden « voorzover hij gedurende de 9 maanden die aan de indienstneming of aan de aflevering van de jongerenbanenkaart bedoeld in artikel 3 bis voorafgaan »;

b) in 2^o, — worden de woorden « gedurende de 9 maanden die aan de indienstneming voorafgaan » vervangen door de woorden « gedurende de 9 maanden die aan de indienstneming of aan de aflevering van de jongerenbanenkaart bedoeld in artikel 3 bis voorafgaan »;

— wordt het eerste streepje aangevuld als volgt :

« de periodes tijdens dewelke de jongere in toepassing van het voormeld besluit van 25 november 1991 een inkomensgarantieuitkering of uitkeringen voor de uren van gewoontelijke inactiviteit ontving, worden met een niet vergoede periode gelijkgesteld ».

Art. 3. In hetzelfde besluit wordt een artikel 3 bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 3 bis. De jongere die voldoet aan de voorwaarden om in dienst genomen te worden in het kader van de voormelde wet van 23 juli 1993 kan op zijn vraag bij het bevoegde werkloosheidsbureau van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening een jongerenbanenkaart bekomen waarop dit gegeven wordt geattesteerd. Deze jongerenbanenkaart blijft geldig gedurende drie maanden, te rekenen vanaf de datum van de aflevering, voor zover de jongere intussen de leeftijd van 26 jaar niet bereikt heeft.

De geldigheid van de jongerenbanenkaart is verlengbaar met periodes van 3 maanden voor zover de jongere aantoonbaar nog steeds te voldoen aan de gestelde voorwaarden ».

Art. 4. In artikel 5, § 1, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

— in het eerste lid worden de woorden « de veertiende dag » vervangen door de woorden « de dertigste dag »;

— het eerste lid wordt aangevuld als volgt :

« Deze verplichting geldt niet indien de jongere reeds in het bezit is van de jongerenbanenkaart bedoeld in artikel 3 bis »;

— in het vierde lid worden de woorden « het attest » vervangen door de woorden « het attest of de jongerenbanenkaart » en de woorden « de dertigste dag » door de woorden « de zestigste dag ».

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 1 november 1993, met uitzondering van de artikelen 1, b) tweede streepje, 2, b) tweede streepje en 4, eerste en derde streepje, die in werking treden met ingang van 1 augustus 1993.

Art. 6. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et Notre Ministre des Affaires sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 3 novembre 1993.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET
Le Ministre des Affaires sociales,
B. ANSELME

Art. 6. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en Onze Minister van Sociale Zaken, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 3 november 1993.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET
De Minister van Sociale Zaken,
B. ANSELME

MINISTÈRE DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE

F. 93 — 2570

2 NOVEMBRE 1993. — Arrêté ministériel fixant la date visée à l'article 34octies, § 3, premier alinéa et à l'article 34undecies, § 4, premier alinéa, de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités

Le Ministre des Affaires sociales,

Vu la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, notamment les articles 34octies, § 3, inséré par la loi du 7 novembre 1987 et modifié par la loi du 30 décembre 1988, 34undecies, § 4, inséré par la loi du 30 décembre 1988 et modifié par la loi du 29 décembre 1990;

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu l'urgence;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est urgent d'exécuter les décisions budgétaires relatives aux prestations de biologie clinique; qu'il est donc nécessaire que le présent arrêté soit pris en publié dans les plus brefs délais,

Arrête :

Article unique. La date visée à l'article 34octies, § 3, premier alinéa et à l'article 34undecies, § 4, premier alinéa, de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités est fixée au 15 novembre 1993.

Bruxelles, le 2 novembre 1993.

B. ANSELME

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

N. 93 — 2570

2 NOVEMBER 1993. — Ministerieel besluit tot vaststelling van de datum bedoeld in artikel 34octies, § 3, eerste lid, en in artikel 34undecies, § 4, eerste lid, van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen

De Minister van Sociale Zaken,

Gelet op de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, inzonderheid de artikelen 34octies, § 3, daarin ingevoegd door de wet van 7 november 1987 en gewijzigd door de programawet van 30 december 1988, 34undecies, § 4, daarin ingevoegd door de wet van 30 december 1988 en gewijzigd door de wet van 29 december 1990;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale voorzorg, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het dringend nodig is de budgettaire beslissingen betreffende de verstrekkingen inzake klinische biologie uit te voeren; dat het dus nodig is dat het huidig besluit wordt genomen en gepubliceerd binnen de kortst mogelijke termijn,

Besluit :

Enig artikel. De datum bedoeld in artikel 34octies, § 3, eerste lid en in artikel 34undecies, § 4, eerste lid, van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen wordt vastgesteld op 15 november 1993.

Brussel, 2 november 1993.

B. ANSELME

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

F. 93 — 2571

[C — 605]

12 OCTOBRE 1993. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 9 avril 1979 relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du cadre actif du corps opérationnel de la gendarmerie, modifiée par les lois des 13 juillet 1976, 8 juin 1978, 31 juillet 1984, 18 juillet 1991 et 24 juillet 1992;

Vu l'arrêté royal du 7 février 1957 relatif aux répétitions faites en seconde langue dans les écoles des forces armées et de la gendarmerie;

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN EN AMBTENARENZAKEN

N. 93 — 2571

[C — 605]

12 OKTOBER 1993. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 9 april 1979 betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het actief kader van het operationeel korps van de rijkswacht, gewijzigd bij de wetten van 13 juli 1976, 8 juni 1978, 31 juli 1984, 18 juli 1991 en 24 juli 1992;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 februari 1957 betreffende de herhalingen gehouden in de tweede taal in de scholen van de krijgsmacht en de rijkswacht;